

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et la République tchèque, la construction européenne, la lutte contre le terrorisme et sur la crise ukrainienne, à Prague le 30 novembre 2016.

Monsieur le Président,

Je voudrais d'abord vous remercier pour votre accueil. C'est en effet la première visite que j'effectue ici en République tchèque depuis mon élection à la Présidence de la République et deux fois j'ai été obligé de la reporter et à chaque fois à cause d'événements dramatiques qui se sont produits dans mon pays. La première fois, c'était après les attentats de Nice et la seconde fois c'était après l'assassinat du père HAMEL dans une église en Normandie.

La République tchèque non seulement nous a prodigué son amitié, sa solidarité dans les épreuves que nous traversons mais en plus m'a permis de reporter le voyage que j'avais prévu.

J'avais rencontré le Président ZEMAN à RIO lorsque nous étions ensemble pour les Jeux olympiques et nous avons pu engager les discussions que nous avons poursuivies encore aujourd'hui. D'abord pour nous féliciter de la relation entre nos deux pays : historiques, culturelles, linguistiques mais aujourd'hui intensément économiques puisqu'il y a près de 500 entreprises françaises qui sont présentes en République tchèque et avec des avantages mutuels, c'est-à-dire que les emplois qui sont créés ici en République tchèque sont aussi des emplois qui sont créés en France compte tenu des échanges, compte tenu des partages de technologies, des maintenances qu'il faut assurer, et des pièces détachées qu'il faut fournir.

Nous avons la volonté de poursuivre et même d'amplifier cette relation, ce partenariat. C'est dans ce sens que nous avons évoqué les projets de transport, train à grande vitesse et la coopération en matière d'énergie, notamment d'énergie nucléaire, et également tout ce qui peut être lié à l'industrie de défense. Pourquoi ? Parce que, et j'en arrive à la question européenne, nous devons faire que l'Europe soit à la fois un espace de démocratie et de libertés, qu'il y ait un marché, qu'il puisse y avoir donc des investissements qui puissent se faire, qui puissent même y en avoir davantage pour l'emploi, pour la croissance et mais nous voulons aussi assurer la sécurité.

Sécurité de nos frontières extérieures : c'est en ce sens que nous devons trouver des solutions dignes pour les réfugiés et en même temps contrôler l'immigration. Mais nous devons aussi coopérer davantage en matière d'industrie de défense car nous avons à assurer aux Européens une protection. Et s'il y a des doutes, des défiances à l'égard de l'Europe c'est parce que précisément l'Union n'assure pas la protection qui est attendue.

Nous devons aussi faire en sorte qu'il puisse y avoir des règles au sein de l'Union européenne et des règles qui doivent être comprises pour éviter que les populistes puissent s'en emparer. Parmi ces règles il y a la libre-circulation. Nous considérons que c'est un principe essentiel pour l'Union européenne mais il ne peut pas y avoir d'abus non plus d'utilisation de cette liberté pour fausser les règles de la concurrence. C'est en ce sens que la France demande à ce que les règles ou la directive sur le travail détaché puissent être revues pour que nous puissions lutter contre les abus et contre les fraudes.

C'est ce dont nous avons discuté avec le Président ZEMAN parce qu'il ne peut pas y avoir d'ambiguïtés : nous ne pouvons pas mettre en cause la libre circulation, y compris pour le transport par camion, mais nous devons lutter contre un certain nombre de fraudes ou de situations qui relèvent normalement de ce qu'est le commerce intérieur et pas le commerce international. C'est le sens de l'orientation que nous avons donnée à nos ministres pour qu'ils puissent travailler sur l'adaptation des principes que nous avons fixés en France, en conformité avec les règles européennes.

Par ailleurs, nous travaillons ensemble pour que la directive sur les travailleurs détachés puisse être revisitée en conséquence pour lutter contre les abus et les fraudes à l'échelle européenne. Je veux terminer pour évoquer la situation internationale. D'abord, remercier la République tchèque pour le soutien qui nous est apporté dans la lutte contre le terrorisme à la fois pour que nous puissions échanger toutes les informations et avoir un système de coordination de nos polices, bien sûr. C'est très important puisque la République tchèque est une zone de transit. Et aussi pour ce que la République tchèque a fait pour nous soutenir dans nos opérations extérieures, notamment au Mali et je voulais vous en exprimer ma gratitude.

Nous avons également parlé de l'Ukraine. Nous souhaitons que les Accords de Minsk puissent être appliqués et que les deux parties fassent les efforts nécessaires pour que nous puissions arriver à des solutions qui permettent de retrouver la sécurité, la stabilité et de pouvoir ensuite prendre les dispositions à l'échelle de l'Europe qui pourraient convenir. Donc nous agissons ensemble avec le Président Milos ZEMAN pour que nous puissions travailler à la bonne application des Accords de Minsk.

Par ailleurs, sur la relation avec la Russie, la France a toujours considéré que la Russie était un partenaire mais que, là aussi, il devait y avoir l'application de principes. Lorsque je vois ce qui se passe à Alep en ce moment, je ne peux pas admettre que des populations civiles puissent être ainsi martyrisées et que nous devons trouver des solutions politiques pour régler la question syrienne.

Je veux en terminer pour dire combien j'ai apprécié ma visite, une visite trop courte mais qui donne toujours la volonté de revenir ici, en République tchèque, car nous n'y comptons que des amis et en premier lieu le Président.